



La voix off de la centrale

C'est parce que c'est Notre bien qu'on ne le laissera pas nous le prendre

Sommaire

Page 1

Édito :
Et le final

Page 2

Revue des
missions : de la
casse au chaos

Page 3

Revue de tous les
dangers
Austérité, humeur
et Berlinguer

Page 4

Référendum : mais
comment ça marche
La grande revue
des tuiles

Pour faire face, nous avons un outil, le syndicat, - et plus il sera fort, et cela dépend de vous, non seulement à l'occasion des élections aux CAP, CCP et CT, mais aussi en rejoignant la CGT Culture, mieux il pourra, avec vous, faire en sorte que les choses bougent dans le bon sens, en pesant sur des décisions prises trop souvent sans concertation, au détriment des conditions de travail et pour des actions insatisfaisantes dans les champs que l'action du ministère recouvre.

REVUE DES MISSIONS

Édito

Et le final de la revue, c'est pour bientôt !

Vive les revues, avec ses descentes d'escalier où des seins nus et des plumes à paillettes tombaient sous les lumières des projecteurs.

Aux trois coups du final, des marches enlevées nous tiraient des bravos extatiques.

Chez nous, la revue, est du côté de chez « mouise » et les rappels sont ceux des disettes : des missions qui trébuchent, et pas les feux du music-hall, mais le sombre de tractations sévères qui nous échappent.

Les métiers vont tomber des cintres : on fait le noir sur des compétences qui ont vécu.

Le rideau va tomber ; la salle se vide. Rideau de fer sur nos illusions.

Reste à afficher des croix sur des grilles de missions et à supprimer la troupe, agents qu'on travestit en figurants sur des listes de papier et à voir la maison-culture tomber dans les fosses d'un orchestre mal dirigé.

Jusqu'à présent, on s'était cru dans un entracte d'hésitations stratégiques. Mais non, les précipitations de décision nous dirigent droit vers la « Dernière ». De plus, il n'y a pas beaucoup d'issues de secours : alors, dans les organigrammes, sauvons seulement les gestionnaires de contrôle, d'observation et d'évaluation.

Côté jardin : vive les recrutements réservés aux fonctions-support.

Côté cour et caisse : c'est Bercy qui rigole en se découvrant, parfois, plus compétent que nous en matière culturelle. Des directions tentent de prendre la main à partir de sous-directions vidées des compétences-métiers, des services ont commencé d'être asphyxiés à force de « vacances » disparues sans recrutement.

Et, à force de bâtir des organigrammes turgescents, on ne sait plus qui fait quoi, mais les 20 couches hiérarchiques sous les couverts, comme une armée mexicaine : ça, on le sait !

La revue des missions va surtout participer à détruire la chaîne opérationnelle qui nous reliait aux territoires : nos directions régionales affaiblies, ce sont vos métiers qui n'auront plus d'autre sens que le nombrilisme présomptueux de maîtres défectueux.

Plutôt que de nous inscrire dans cette revue, on ferait mieux d'aller rejoindre Guignol, la Mère-La- Grogne et son ami Gnafron : avec eux, et retrouvant la tradition, redonnons, tous ensemble les coups de bâton qui s'imposent à ceux qui n'auront décidément rien compris au miracle de la Culture.

Aussi, armez-vous, dès le 4 décembre, en votant pour vos représentants aux instances CT ministériel et d'administration centrale, CAP ou CCP.

Et votez CGT-Culture

Jean Paul Leonarduzzi
Secrétaire de la Section des administrations centrales

revue des missions : de la casse au chaos !

La bonne idée que cette revue là ! Elle va nous ajuster, nous articuler, veiller sur nous et, comme d'habitude, elle sera efficace, loyale, moderne et de qualité... et pilotée par l'Intérieur et le secrétariat d'État à la réforme.

Vous que la RGPP avait tant aimé, vous apprécierez plus encore son final avec l'arrivée de cette nouvelle politique de restriction de service public, en liaison avec la réforme des collectivités territoriales, déstockage final avant clôture de missions : un chantier dans le cadre de la modernisation de l'action publique pour mieux identifier nos tâches relevant des missions fondamentales de l'État et celles qui doivent être abandonnées.

La maison Culture, sous prétexte d'un inventaire aguicheur de nos meilleures productions, prépare des répartitions au couteau et des disparitions massives de responsabilités publiques. Nous avons tous été faussement invités à travailler ce catalogue de centaines d'items. Enfin..., nous avons eu trois jours pour étudier, corriger, améliorer la présentation quasi exhaustive de nos travaux. Les bilans d'étape, c'était déjà pour hier ou la mi janvier. Jamais pour aujourd'hui. Heureusement, des consultations d'alibis locales vont pouvoir sévir d'ici à fin décembre. Le 15 février, on rend les copies. Le final, c'est pour le 15 mars.

À partir d'un recensement hâtif, vos missions vont être expédiées aux régions, aux départements, à d'autres ministères ou à leurs services déconcentrés, aux collectivités si elles sont impliquées et, pourquoi pas, balancées aux associations ou au privé.

Une fois qu'une main experte aura fini de cocher le grand tableau à 5 colonnes de *propositions d'évolution des compétences*, revue de nos pertes sans profits, et qu'il ne restera plus pour le ministère comme missions que celles que les autres n'auront pas voulu adopter : nous pourrions ainsi nous qualifier de ministère des refusés !
Faisons le pet et guettons nos faux amis.

La réforme des collectivités territoriales et les objectifs de redressement budgétaire vont désarticuler nos missions et l'ensemble des réseaux de structures culturelles et administratives que nous avons mis laborieusement en place depuis nombre d'années.

Soyons conscients qu'au-delà de la reconfiguration des intervenants dans les politiques publiques avec de nouveaux transferts de compétences et une cartographie de celle-ci à géométrie variable, cela ne manquera pas d'impacter considérablement les missions de

l'État, au niveau central autant que dans ses services régionaux, et aura donc des conséquences sur l'organisation des services de l'État, sur nos emplois et nos profils de compétences.

Notre feuille de route, annoncée pour le début 2015 va être saignante. Et, si nous n'y prenons pas garde dès maintenant, les jours sont comptés pour l'irréversible : la mort attendue de notre ministère ou tout au moins celle de sa crédibilité.

Pour la concertation, nous rappellerons que les directions générales n'avaient même pas été averties avant le 19 septembre, pas plus d'ailleurs que nous, agents de centrales. N'oublions jamais que nous sommes logés dans cette revue à la même enseigne que nos directions régionales. Comme eux, nous avons à défendre nos périmètres de compétences durement conquis.

On nous impose la marche forcée, des résultats à la hussarde, un dialogue social à retardement. Et si les préfets veulent prendre la main dans le jeu du démantèlement, reprenons, avant eux, celle du ministère de l'intérieur ! Mais notre ministre a-t-elle encore le pouvoir de mettre les cartes sur table et de ramasser mises et missions en face de partenaires méprisants et, plus graves, incompétents dans nos domaines d'intervention ?

Le désengagement de l'État face à la Culture, nous allons le connaître si chacun, à notre niveau d'intervention, nous ne nous montrons pas solidaires : les DRAC vont se replier sur 15 régions, on va peut-être leur adjoindre, qui sait, des mini-drac réduites à des missions secondaires...

Plus dures seront leurs chutes et celles de leurs agents, plus dures seront les nôtres, entraînés par la spirale de dislocation des compétences. Fatalement, nous allons vivre en centrales, ces destructions massives de personnels et de forces culturelles impactées par la désagrégation du service public de la Culture. L'accès pour tous à la culture, l'enjeu de la démocratie culturelle ne tiennent qu'à la responsabilité d'État. La boutique démocratie semble prête à baisser le rideau.

Et si on montait quelques barricades ? Car nous ne croirons jamais, comme notre ministre sans doute encore naïve, que les réseaux de la Culture abîmés et ses agents dépossédés de leurs missions, puissent jamais venir renforcer une des grandes orientations de sa politique culturelle qui affirme *l'importance d'une présence forte du Ministère sur toute le territoire pour garantir notamment l'équité d'accès à la culture !*

La revue de tous les dangers

Quand les absences de projet de service paralysent les services, comme à la DICOM ou quand ces mêmes projets de services sont assésés à coup de bâton comme à la DGCA,

quand la souffrance au travail rode dans les sous-sols du C2RMF et qu'on révoque d'un bloc des métiers comme celui de chauffeur,

quand aucune compétence politique ne pointe le nez pour organiser la cohérence des services en charge du numérique, quand les métiers « culture » deviennent peau de chagrin et que le mal court dans des fonctions support de plus en plus ingrates,

quand des attachés commencent à revendiquer des projets de carrière et que, chez nous, des travailleurs pauvres se mettent à parler,

mais quand, aussi, on ne veut plus venir travailler chez nous :

alors on se dit que la modernisation de l'État n'est pas passé par la case culture mais qu'au rayon des disloqués, au grand bazar de la dislocation de l'État, notre ministère fait rage.

Notre ministère sait baisser casaque devant les pluies d'injonctions interministérielles et oublier ses exigences. Bientôt, dans des bureaux sévères, les primes dos au mur, les repyramidages en poster et les cendriers vidés d'illusions, il ne nous restera plus qu'à faire et défaire nos métiers perdus.

Alors, un peu de batailles et répondons aux souffrances à répétition, aux tirs à blanc de quelques malfaisants, faisons remplacer ces agents qui nous manquent et sauvons même les doublons car ils ont d'autres pains sur la planche ; dehors la pauvreté et la mécanique restrictive.

A bas la culture sans politique, La culture se meurt et ses agents aussi. Sans l'ambition d'une culture mobilisatrice, révoltée, urgente : rien.

Devenons tirailleurs, missionnaires, agents de plein exercice et reprenons nos droits, qu'on nous donne enfin des devoirs sains et réfléchis, et qu'on nous respecte. Relevons-nous, vivants de la Culture !

Austérité, humeur et Berlinguer

On est sauvé, et on avance, si on agit ensemble, et non seulement un pour un

Ce serait une faute grave d'aplatir l'action politique en la restreignant aux problèmes de l'immédiat, à la pratique du petit cabotage et à la routine du jour le jour : si on retire à l'engagement politique une projection et une tension vers l'avenir, si on le réduit aux jeux de pouvoir, aux initiatives de souffle court, aux « diplomatismes », aux polémiques ou aux négociations et accords entre les représentants de partis, alors il est évident qu'on contribue à aggraver une crise de méfiance et de désorientation qui a déjà des dimensions alarmantes.

Quand on demande des sacrifices aux gens qui travaillent, il faut un grand consentement, une grande crédibilité politique et la capacité de frapper les privilèges exagérés et intolérables. S'il n'y a pas ces éléments l'opération ne peut qu'échouer. (1981)

On doit abandonner l'illusion que soit possible de perpétuer un type de développement fondé sur cette expansion artificielle des consommations individuelles qui est source de gaspillages, de parasitismes, de privilèges, de dissipation des ressources, de débâcle financière.

Donner un sens et un but à la politique d'austérité : mais quelle austérité?

L'austérité ne doit pas être un simple instrument de recours de la politique économique pour surmonter une difficulté temporaire, cyclique, afin de permettre la récupération et la restauration des vieux mécanismes économiques et sociaux.

La façon dont l'austérité est conçue et présentée par les groupes dominants et les forces politiques conservatrices, nous ne la partageons pas ! Pour nous, l'austérité est le moyen de lutter aux racines et jeter les bases pour dépasser un système qui est entré dans une crise structurelle et de fond, pas conjoncturelle, de ce système dont les caractéristiques distinctives sont le gaspillage et la dilapidation, l'exaltation du particularisme et de l'individualisme le plus sauvage, le consumérisme le plus insensé.

Austérité signifie rigueur, l'efficacité, la fiabilité, et des moyens de la justice; qui est à l'opposé de tout ce que nous avons connu et perçu à ce jour, et qui nous a conduit à la grave crise avec les dégâts qui se sont accumulés pendant des années et aujourd'hui. (1977)

Enrico Berlinguer, né le 25 mai 1922 à Sassari, en Sardaigne, et mort le 11 juin 1984 à Padoue, en Vénétie, est un homme politique italien, secrétaire général du Parti communiste italien de 1972 à sa mort.

Référendum du 4 décembre Proximité-Santé au travail : Même vote

Les comités techniques dits « de proximité » permettent que vous soyez représentés au niveau d'administration le plus proche.

Votre comité technique de proximité est le comité technique d'administration centrale, compétent pour connaître toutes les questions communes à tout ou partie des services d'administration centrale et des services à compétence nationale du ministère.

Chargé d'examiner toute question relative à l'organisation de la communauté de travail, le comité technique pour lequel vous allez voter maintenant est l'un de vos lieux d'expression garanti par le statut général de la fonction publique.

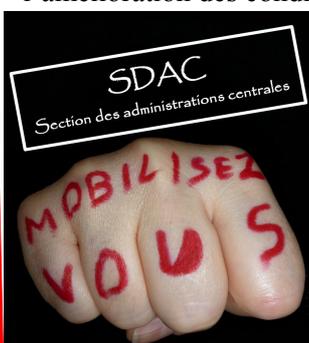
Grâce à ce comité, vous allez pouvoir participer à l'organisation et au fonctionnement du service public, à l'élaboration des règles statutaires, à la définition et la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs.

À travers vos représentants, vous êtes ainsi invités à traiter des projets de décision relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services, aux évolutions technologiques et des méthodes de travail, à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, à la formation, aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire, à l'égalité professionnelle et à la lutte contre toutes les discriminations.

Les comités techniques doivent être également informés des principales décisions à caractère budgétaire ayant des incidences sur la gestion des emplois et débattent du bilan social.

Quant au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'administration centrale (CHSCT AC) il verra vos représentants nommés dans les jours suivants, selon le résultat de vos suffrages, et aura pour mission de travailler sur les projets de décision relatifs à la protection de votre santé physique et mentale et de votre sécurité ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail.

La Grande Revue des Tuiles



**AGENTS DE CENTRALE
N' HESITEZ PAS
A NOUS CONTACTER,
A ADHERER**

sdac.cgt-culture@culture.gouv.fr
01 40 15 51 70/51 74

cgt-culture : <http://www.cgt-culture.fr>

sdac : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique292>

adhésion : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?rubrique8>